



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

insertion professionnelle

Question au Gouvernement n° 948

Texte de la question

SITUATION DE L'EMPLOI EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Thierry Braillard, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Thierry Braillard. Notre groupe s'associe à l'hommage rendu à Pierre Mauroy, homme d'État que nous avons accompagné dans ses combats politiques. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

Monsieur le ministre du travail et de l'emploi, je vous accompagnais hier sur le terrain, à Lyon, dans le quartier de Perrache, où nous avons rencontré une association dispensant une formation pour les salariés et les demandeurs d'emploi afin d'améliorer leur maîtrise du français.

Je sais que la lutte contre le chômage est la priorité de ce gouvernement,...

Un député du groupe UMP. Allô !

M. Thierry Braillard. ...et notamment la lutte contre le chômage des jeunes, qui a atteint dans notre pays un niveau insupportable. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

J'entends l'opposition vous critiquer sur nos résultats, alors que nous avons voté dans cette assemblée des dispositifs qui entrent à peine en application. Dois-je rappeler que la loi de sécurisation de l'emploi n'est même pas encore promulguée ? Une politique de combat contre le chômage doit être appréciée sur la durée.

D'ailleurs, sur le bilan en matière d'emploi des cinq dernières années de la droite au pouvoir, l'histoire a rendu son verdict.

Un député du groupe UMP. La crise aussi !

M. Thierry Braillard. C'est un énorme échec : 724 000 chômeurs de catégorie A en plus, un taux de chômage des jeunes qui a atteint les 24 %. Et comme solution, l'UMP, à l'instar de M. Fillon sur France 2, n'a de cesse, depuis des mois, de ressortir les heures supplémentaires défiscalisées (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) qui, soit dit en passant, ont coûté à l'État 5 milliards d'euros par an. (*Mêmes mouvements.*)

D'ailleurs, chers collègues de l'opposition, ne croyez-vous pas que, plutôt que de réfléchir à donner plus de travail à ceux qui en ont déjà, il vaut mieux s'occuper d'en trouver à ceux qui n'en ont pas ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous rappeler les différents dispositifs mis en place ainsi que les résultats que vous connaissez déjà ou que vous escomptez d'ici à la fin de l'année ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe RRDP et sur quelques bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

M. Michel Sapin, *ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social*. Monsieur le député, nous étions en effet hier à Lyon. Ça aurait pu être avec d'autres, ailleurs sur notre territoire, car nous nous déplaçons beaucoup et nous savons que la préoccupation fondamentale des élus, de droite comme de gauche, c'est la situation du chômage.

Comment agissons-nous ? D'abord en favorisant la croissance économique, car c'est par la croissance retrouvée que pourront se créer des emplois. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Aujourd'hui, un certain nombre de signaux positifs sont en train de s'allumer. (*Mêmes mouvements.*) Ils peuvent laisser penser que la deuxième moitié de cette année verra le retour de la croissance et de la création d'emplois.

Mais cela ne suffirait pas, à ce stade : il faut aussi encourager les entreprises à embaucher, tout particulièrement des jeunes, ceux qui sont restés au bord du chemin. Car parmi le million de chômeurs de plus, on trouve principalement des jeunes qui, au cours des cinq dernières années, ont fait les frais de politiques inadaptées à la situation économique et sociale de la France.

Le contrat de génération vient d'être adopté et publié ; il entre en pleine application et les entreprises qui veulent s'inscrire dans cette démarche sont déjà très nombreuses. Le crédit d'impôt compétitivité emploi - je souligne le mot " emploi " - va mettre de l'argent à disposition des entreprises pour investir et embaucher. Et, bien sûr, les emplois aidés sont absolument décisifs aujourd'hui pour répondre à un certain nombre de situations totalement inadmissibles : pour les jeunes sans emploi et sans formation, ce sont les emplois d'avenir.

Monsieur le député, vous l'avez vu hier à Lyon, et c'est comme cela sur l'ensemble du territoire français : ça y est, ça a démarré, ça marche fort, les emplois d'avenir ! (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) Je demande aux uns et aux autres, plutôt que de continuer à critiquer, de s'inscrire dans cette réussite et d'apporter des solutions concrètes à des jeunes qui en ont besoin. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Thierry Braillard](#)

Circonscription : Rhône (1^{re} circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 948

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 juin 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 juin 2013](#)